

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/CHN/47
G/SCM/Q1/CHN/47
27 octobre 2004

(04-4573)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions posées par le MEXIQUE¹ au sujet de la notification
de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE²

La communication ci-après, datée du 27 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la République populaire de Chine.

Règles provisoires du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique sur
l'ouverture d'une enquête antidumping

Question n° 1

Article 16: Lorsqu'il n'y a pas de prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, l'autorité chinoise chargée de l'enquête considère-t-elle les données relatives à la valeur construite de préférence au prix à l'exportation vers un pays tiers, ou appliquerait-elle indifféremment l'une ou l'autre de ces deux formules? En fonction de quels critères? Prière de préciser dans quels cas l'autorité considère que la valeur construite réelle ne peut pas être obtenue.

Réponse

L'autorité peut utiliser la valeur construite ou le prix à l'exportation vers un pays tiers. Aucune priorité ni hiérarchie n'a été établie entre les deux. Tout dépend des conditions particulières de l'enquête.

Question n° 2

Article 26: Les indications données par la République populaire de Chine n'ayant pas répondu à nos questions, nous réitérons celles-ci. Comment procède l'autorité chinoise chargée de l'enquête dans le cas où le requérant ne fournit pas de résumé des renseignements classés confidentiels et n'explique pas pour quelles raisons il n'en a pas présenté? L'autorité chargée de

¹ G/ADP/Q1/CHN/45-G/ADP/Q1/SCM/45.

² G/ADP/N/1/CHN/2/Suppl.1 du 18 février 2003.

l'enquête dispose-t-elle de critères de classification permettant d'établir le caractère confidentiel des renseignements?

Réponse

Dans ce cas, l'autorité considérera que la demande ne remplit pas les conditions requises et demandera au requérant de fournir un résumé non confidentiel.

Les renseignements sont considérés comme confidentiels si leur divulgation constitue un avantage compétitif notable pour un concurrent ou a un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus.

Hormis l'autorité et la partie intéressée qui a fourni les renseignements confidentiels, aucune autre partie intéressée n'a accès aux renseignements confidentiels.

Règles provisoires du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique sur les questionnaires dans les enquêtes antidumping (G/ADP/N/1/CHN/2/Suppl.1, du 18 février 2003)

Question n° 3

Article 6: Prière d'indiquer en quoi le délai de 20 jours est compatible avec le délai prévu à l'article 6.1.1 et dans la note de bas de page 15 de l'Accord antidumping.

Réponse

L'article 6 des Règles provisoires du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique sur les questionnaires dans les enquêtes antidumping n'est pas en contradiction avec l'article 6.1.1 et la note de bas de page 15 de l'Accord antidumping. L'article 6.1.1 et la note de bas de page 15 fixent le délai imparti aux personnes interrogées pour répondre aux questionnaires; en revanche, l'article 6 des Règles provisoires sur les questionnaires fixe le délai dans lequel la partie intéressée doit s'inscrire auprès du MOFCOM et donner suite à l'enquête. L'autorité n'adressera les questionnaires aux parties intéressées que si elles sont inscrites auprès du MOFCOM et ont donné suite à l'enquête.

Règles provisoires du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique sur les auditions publiques dans les enquêtes antidumping (G/ADP/N/1/CHN/2/Suppl.1 du 18 février 2003).

Question n° 4

Article 4: Prière d'indiquer les dispositions de la Loi sur le respect du caractère confidentiel des secrets d'État concernant les secrets nationaux et celles de la Loi contre la concurrence déloyale qui concernent les secrets d'affaires. Quel rapport y a-t-il entre une enquête antidumping et la vie privée?

Réponse

En général, les enquêtes antidumping n'ont pas de rapport avec la vie privée. Dans des cas particuliers, si l'audition touche à la vie privée, l'autorité peut décider, à la demande des parties intéressées, que l'audition prendra d'autres formes et se tiendra à huis clos.

Question n° 5

Article 27: Bien que dans la pratique, il ne soit pas prévu de restituer la différence entre les dépôts en espèces et la marge définitive de dumping lorsque cette dernière est inférieure, conformément à la législation chinoise, la République populaire de Chine restituera-t-elle en pareil cas cette différence, majorée des intérêts correspondants?

Réponse

Il n'y a pas d'article 27 dans les Règles provisoires du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique sur les auditions publiques dans les enquêtes antidumping.
